

L'offre LFO est une offre commerciale de France Telecom librement négociée et souscrite par les opérateurs alternatifs.

Le contrat est organisé sous la forme de « *conditions générales* » et de « *conditions spécifiques* ».

Les « *conditions générales* » font l'objet d'un accord formalisé (par signature et paraphe) entre les Parties et décrivent les grands principes de facturation (délais de paiement), cession, responsabilité, catastrophes naturelles, garanties financières, etc. Ces « *conditions générales* » se contentent donc d'énoncer des généralités sur des points annexes sans aborder concrètement l'étendue de la prestation en elle-même.

L'objet des « *conditions spécifiques* » est de codifier avec précision les paramètres essentiels du contrat notamment :

- tarifs ;
- rythme de production ;
- engagements de France Télécom ;
- principe de pénalités ;
- périmètre de l'offre ;
- etc

La particularité des « conditions spécifiques » réside dans le fait que c'est un document qui ne fait pas l'objet d'un accord formel des Parties. Il peut être modifié à tout moment de manière discrétionnaire et unilatérale par France Télécom et sa communication à Free fait l'objet d'une simple notification. Rien n'est librement négocié et souscrit dans ce type de forme contractuel.

C'est ainsi que le contrat a basculé du principe d'études individuelles portant sur des segments déterminés par les clients à une étude de parcours portant sur des NRA à raccorder à des points d'appui¹ fournis par les clients.

En l'état actuel des principes générés unilatéralement par France Télécom, la cinétique d'étude de parcours est de 40 NRA à raccorder étudiés par « Zone de Numérotation Téléphonique », l'engagement de France Télécom ne portant que sur 30 NRA à raccorder.

Les moyens mis en œuvre par France Télécom sont de toute évidence très modestes, puisqu'ils conduisent à allonger significativement la phase en amont de la prestation elle-même, retardant d'autant le moment où les opérateurs seront en mesure de procéder aux arbitrages entre souscription à un lien de type LFO, sollicitation réseaux d'initiative publique ou recours à des opérations de construction en propre ou en partagé.

En l'état du programme qu'entend réaliser Free, plus de douze mois d'études seront nécessaires pour disposer d'une vision sur la capacité de France Télécom à déterminer des parcours permettant de raccorder des NRA aux points d'appui.

Les modalités actuellement proposées par France Télécom aboutissent à une mise en œuvre décalée dans le temps, source d'incertitude car contribuant au gel d'un certain nombre de projets portés par les collectivités locales et retardant par conséquent l'extension du périmètre du dégroupage qui reste le seul vecteur pour répondre aux aspirations des consommateurs finals visant à disposer d'offres innovantes et compétitives.

Quelles sont les informations préalables transmises par France Telecom dans le cadre de l'offre LFO ?

¹ Les points d'appui sont des NRA déjà dégroupés et intégrés au réseau de l'opérateur client ou des sites fonctionnels (« PR » comme Point de Raccordement) du réseau de cet opérateur

En dépit des demandes formulées par les opérateurs pour optimiser autant que faire se peut la phase d'études préalables, France Télécom ne fournit aucune information préalable. C'est ainsi que Free a été amenée à faire parvenir pendant de nombreux mois des centaines d'études « en aveugle » à France Télécom.

France Télécom ne fournit aucun outil d'éligibilité qui permettrait de diriger efficacement des projets de raccordements par d'autres supports que la LFO.

Free déplore l'absence d'outils d'éligibilité a priori. L'absence de ces outils ne permet pas la mise en œuvre de programmes de raccordement efficace.

Lorsqu'un lien est réalisable, France Télécom ne fournit aucune information sur le parcours de telle sorte que l'optimisation des raccordements n'est pas possible à mettre en œuvre dans le but d'éviter notamment des doublons sur certains segments.

France Télécom est le seul fournisseur ne diffusant aucune d'information préalable. En effet, tous les autres fournisseurs de Free (Neuf Cegetel, LD Collectivités, Completel, Collectivités, DSP, etc.) présentent des informations préalables sous forme de cartes et de tables décrivant les réseaux, précisant les distances optiques.

En général, en moins d'une dizaine de jours, Free est en mesure de passer commande de parcours établis par les DSP, au vu de cartes, une fois que les paramètres, notamment financiers, sont fixés.

Free tient à dénoncer vigoureusement la « disponibilité à taux variable » de l'offre LFO qui dépend dans certaines zones de l'existence de Réseau d'Initiative Publique. C'est ainsi que France Télécom énonce des taux « satisfaisants » dans des zones dans lesquelles des RIP étaient en cours de signature ou de construction : Clermont Ferrand, Seine et Marne, Loiret, etc... En revanche, les taux sont, de manière homogène, « insatisfaisant » dans des zones où aucun RIP n'est en cours de signature : Besançon, Languedoc, etc.

Existe-t-il un mécanisme contradictoire de vérification de non-disponibilité de l'offre LFO ?

Il n'existe aucun processus permettant de vérifier la pertinence de l'étude réalisée, notamment par une visite contradictoire.

Dans le cadre d'études indiquant d'une manière homogène une non disponibilité sur l'ensemble d'une zone, Free a exprimé une telle demande à France Télécom. France Télécom n'a jamais donné suite à la demande de Free.

Free regrette l'absence de dispositif de vérification. En effet, Free doute de la pertinence du résultat de certaines études énonçant une indisponibilité homogène sur une zone donnée.

France Telecom et les opérateurs alternatifs peuvent-ils fournir la liste des répartiteurs pour lesquels une étude de faisabilité LFO à France Telecom, en précisant pour chaque répartiteur identifié par son code NRA la réponse de France Telecom (positive, négative, en attente de réponse) ?

Voir en annexe sous forme de synthèse en format Excel des études faites. Sera également décrite dans la synthèse l'existence potentielle d'offres concurrentes (RIP par exemple) ainsi que la matrice de passage observée qui semble plus élevée dans le cadre des études de parcours (« grappes ») que dans le cadre des études portant sur des segments individuels.

Compte tenu des tarifs de l'offre LFO, de la disponibilité moyenne des liens telle qu'elle ressort des réponses de France Telecom, et du facteur de passage entre distance à vol d'oiseau et longueur LFO, quelle sera votre extension maximale en dégroupage à horizon 2008 (en excluant de la même manière qu'à la question 11 les répartiteurs desservis par des réseaux d'initiative publique) ?

Les opérateurs alternatifs ont-ils demandé à France Telecom la mise en œuvre de solutions palliatives lorsqu'aucune fibre n'est disponible sur un tronçon ?

Free a demandé la mise en œuvre de solution de type CWDM. En effet, cette solution technique est tout particulièrement adaptée au transport de type « desserte locale » compte tenu de sa portée de nature à couvrir une zone de l'échelle d'un département. Free a présenté dans le courant du printemps 2006 à France Télécom la solution technique mise en œuvre dans le réseau de Free et a fourni les notices techniques des équipements déployés dans son réseau.

France Télécom n'a pas donné suite à la demande de Free et gardé le silence depuis de nombreux mois.

De même, Free a demandé à France Télécom des informations sur la « DWMisation » du réseau de France Télécom, permettant de rationaliser la production de liens de type CWDM. France Télécom n'a pas répondu à la demande de Free.

Free regrette l'absence de solutions palliatives. Cette absence ne permet pas de construire des projets cohérents de raccordements.

Tous les opérateurs clients de l'offre LFO ont exposé, dans le cadre d'une réunion multilatérale organisée par l'ARCEP, que le choix pertinent pour un support physique unique dans le but de construire un réseau de desserte locale était le CWDM, technologie qui ne met en jeu que des équipements passifs.

France Telecom a-t-elle analysé les conséquences de telles réorganisations de son réseau sur le taux de disponibilité de LFO ? Quel en serait typiquement le coût sur un tronçon donné ? des négociations ont-elles été engagées avec les opérateurs alternatifs sur cette base ?

Free n'a pas été contactée par France Télécom sur de tels projets.

L'offre LFO autorise-t-elle la sous-location de longueur d'onde ?

Le contrat de France Télécom ne semble pas interdire la fourniture à des tiers de services de capacité construits par « activation » de la fibre louée à France Télécom.